

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/231		
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL PORTANT SUR LES REDEVANCES DE STATIONNEMENT DES NAVIRES DE LA SOCIETE FT MARINE / ORANGE MARINE DANS LE PORT DE COMMERCE DE TOULON - LA SEYNE / BREGAILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/231

BUREAU DU 4 AVRIL 2022

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL
PORTANT SUR LES REDEVANCES DE
STATIONNEMENT DES NAVIRES DE LA SOCIÉTÉ FT
MARINE / ORANGE MARINE DANS LE PORT DE
COMMERCE DE TOULON - LA SEYNE / BREGAILLON -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L2125-1,

VU le Code des Transports, et notamment ses articles R5321-18 et R5321-29,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégation au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que les navires de la société Orange Marine / FT Marine occupent régulièrement le domaine public maritime au secteur portuaire Darse des Câblers à La Seyne-sur-Mer en attente de missions,

CONSIDERANT que cette occupation doit donner lieu au paiement d'une redevance,

CONSIDERANT que le montant de cette redevance doit prendre en compte le statut privé des quais de la Darse des Câblers utilisés pour ce stationnement,

CONSIDERANT qu'un accord a été trouvé entre l'Autorité Portuaire et l'armateur des navires Orange Marine / FT Marine sur le montant de la redevance,

CONSIDERANT qu'un accord a été trouvé entre l'Autorité Portuaire et l'armateur des navires Orange Marine / FT Marine sur la régularisation des sommes impayées,

CONSIDERANT dès lors qu'un protocole doit acter cet accord,

Et après en avoir délibéré,



D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le protocole d'accord transactionnel avec la SAS « FT Marine » ci-annexé, ainsi que tout acte y afférent.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes sont affectées sur le BA 30 art. 706. Ce montant de 93.920,76 €, non soumis à TVA, sera titré sur trois années : 31.307,00 € en 2022, 31.307,00 € en 2023, 31.306,76 en 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0



PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL
--

ENTRE :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Sise 107 Avenue Henri Fabre 83000 Toulon

Prise en la personne de son Président, Monsieur Hubert FALCO dûment habilité par une décision de bureau en date du

Ci-après dénommée « Métropole TPM »

D'une part,

Et :

SAS « FT Marine »
21 rue Jasmin
75016 Paris

Prise en la personne de Monsieur Didier DILLARD,
en qualité de Président
ou toute personne dûment habilitée à signer,

Ci-après dénommée, « FT Marine »

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

Depuis sa création en l'an 2000 la société Orange fait stationner les navires câbliers de sa filiale FT Marine en attente de missions au secteur portuaire Darse des Câbliers à La Seyne-sur-Mer. Le quai occupé par ce stationnement bénéficie d'un statut particulier : le Tribunal Administratif de Toulon dans sa décision n° 1402382 a jugé le 28/09/17 que les quais et terre-pleins sont la propriété privée de la société Orange mais le plan d'eau (occupé par les navires en stationnement) reste bien dans le domaine public.

L'Article R5321-1 du Code des Transport modifié par Décret n°2017-423 du 28 mars 2017 - art. 2 explicite que « *le droit de port est dû à raison des opérations commerciales ou des séjours des navires et de leurs équipages effectués dans le port. Les éléments constitutifs du droit de port comprennent, dans les conditions définies au présent code, les redevances suivantes :*

1° Pour les navires de commerce :

- a) Une redevance sur le navire ;*
- b) Une redevance de stationnement ;*
- c) Une redevance sur les marchandises ;*
- d) Une redevance sur les passagers ;*
- e) Une redevance sur les déchets d'exploitation des navires ; »*

Les douanes françaises, chargées de la collecte et du contrôle de ces redevances avant reversement à l'Autorité Portuaire, ont confirmé que la redevance de stationnement est due pour l'occupation du plan d'eau. FT Marine de son côté a toujours contesté la notion de la redevance de stationnement pour ses navires, puisque le tarif des redevances doit tenir compte des avantages de toute nature que le permissionnaire est susceptible de retirer de l'occupation du domaine public, et qu'en l'espèce aucun service n'est rendu par le Port eu égard au statut privé des quais.

Après avoir étudié l'exposé de l'Autorité Portuaire sur les services rendus à ses navires, FT Marine a convenu que la redevance de stationnement pour l'occupation du domaine public portuaire (plan d'eau) est due, mais qu'il doit y avoir un taux de redevance spécifique qui prend en compte le service minoré rendu aux navires (bollards, poutre de couronnement, palplanches propriété de FT Marine).

L'Autorité Portuaire ayant estimé que les services de gestion portuaire et de sécurité du plan d'eau rendus aux navires dans le port représentent 36% de son budget, une décote de 64% sur le tarif de stationnement pourrait donc être proposée (annexe 1).

FT Marine a validé cette proposition et s'engage à partir de la date de signature de ce protocole à régler de manière régulière les redevances de stationnement dues au titre du stationnement de ses navires sur le Domaine Public Maritime suivant cette nouvelle tarification.

Cette solution séant aux deux parties il convient de trouver une solution pour le règlement des arriérés, exigibles sur les trois années précédentes (2019 – 2020 - 2021) suivant le Code des Douanes. Le montant de cette créance a été arrêté au montant de 93.920,76 € (quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt Euro et soixante-seize centimes) suivant le calcul en annexe 2. Ce montant sera réglable en trois échéances sur trois années : 31.307,00 € à régler en 2022, 31.307,00 € à régler en 2023, 31.306,76 € à régler en 2024.

Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

« Les Collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges » (Documentation française 1993, p.74)

« Qu'il est possible et souhaitable de recourir à la démarche transactionnelle chaque fois que la Collectivité publique est certaine que sa responsabilité est engagée et a causé un préjudice ».

La circulaire du 06 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, invite à :

« La recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction dans tous les cas où elle permet une gestion économe des deniers publics, tout en favorisant une indemnisation rapide des parties ».

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de mettre fin au différend qui les oppose, dans les conditions ci-après définies.

Les parties ont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code civil.

CECI RAPPELE, IL A DONC ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Les parties conviennent que l'objet du présent protocole est :

- (i) la définition de la tarification de la redevance de stationnement des navires applicable au stationnement des navires de FT Marine compte tenu de la situation particulière des quais et terre-pleins auxquels il sont amarrés ; et
- (ii) le paiement par FT Marine à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 93.920,76 € (quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt Euro et soixante-seize centimes) comme solde des arriérés des redevances de stationnement des navires de sa flotte dans le port de commerce de Toulon – La Seyne / Brégaillon pour les années 2019, 2020 et 2021.

ARTICLE 2 : ACCORD TRANSACTIONNEL

2.1 Pour la Métropole TPM :

La Métropole consent à ce que le versement des arriérés (montant figurant à l'article 1) s'effectue en trois échéances et interviendra sur les années 2022, 2023 et 2024. Ledit versement vaudra solde de tout compte au titre des années 2019, 2020 et 2021. La Métropole TPM s'engage à informer les douanes françaises de cette transaction pour cesser toute poursuite des redevances de stationnement des navires impayées.

La Métropole TPM renonce irrévocablement ou, le cas échéant, se désiste de toute réclamation, instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte l'objet du présent protocole.

La Métropole TPM a adopté un tarif spécifique de la redevance de stationnement des navires, à un montant fixé à 36% du tarif habituel de la redevance de stationnement des navires, applicable, à compter du 1^{er} janvier 2022, aux navires en stationnement dont l'amarrage est assuré sur des infrastructures appartenant à une personne privée (annexe 3). Cette décote spécifique pour ce cas précis sera respectée lors des révisions annuelles des redevances de stationnement.

Le consentement de FT Marine aux présentes est également subordonné à l'engagement de la Métropole TPM (qui se porte fort de cet engagement pour ses éventuels successeurs dans ses droits au titre de la gestion du Port) de renouveler et pérenniser ce tarif spécifique tant que FT Marine exploitera des navires.

La Métropole TPM assurera à FT Marine la jouissance paisible du plan d'eau sur lequel s'exerce le droit de stationnement de sorte que FT Marine puisse accéder sans entrave à ses quais.

2.2 Pour FT Marine :

Dès entrée en vigueur du présent, FT Marine s'engage à régler un montant de 93.920,76 € (quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt Euro et soixante-seize centimes) comme solde des arriérés des redevances de stationnement des navires de la flotte FT Marine dans le port de commerce de Toulon – La Seyne / Brégaillon pour les années 2019, 2020 et 2021.

FT Marine s'engage à régler régulièrement la redevance de stationnement de ses navires, arrêtée dans les conditions définies au deuxième alinéa de l'article 2.1 ci-dessus, pour les escales futures dans la Darse des Câblers dans le port de commerce de Toulon – La Seyne / Brégaillon.

FT Marine renonce irrévocablement ou, le cas échéant, se désiste de toute réclamation, instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte l'objet du présent protocole. Il est précisé que cette renonciation à tout recours ne concerne pas les recours, réclamations et actions judiciaires de toutes sortes que FT Marine pourrait engager dans l'hypothèse où le gestionnaire du port de commerce de Toulon – La Seyne / Brégaillon modifierait, pour l'avenir, le tarif spécifique prévu au troisième alinéa de l'article 2.1 du présent protocole.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SOMME A VERSER PAR FT MARINE A LA METROPOLE TPM.

FT Marine s'engage à régler à la Métropole TPM un montant total de 93.920,76 € (quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt Euro et soixante-seize centimes) en trois échéances sur les années 2022, 2023 et 2024.

Le premier règlement aura lieu dans un délai de 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent et la notification par lettre recommandée du présent protocole signé par la Métropole TPM.

ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'art.2052 du Code civil.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole, sous la seule réserve figurant au troisième alinéa de l'article 2.2.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect par l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelque cause que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

ARTICLE 6 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole prendra effet dès sa signature par les deux parties et sa notification à FT Marine.

ARTICLE 7 : LITIGES

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Avant de saisir la juridiction compétente, les parties s'efforcent de trouver un arrangement amiable.

ARTICLE 8 : ANNEXES

- annexe 1 : Calcul du tarif spécifique de la redevance de stationnement
- annexe 2 : Calcul des redevances de stationnement impayées pour les années 2019, 2020, 2021
- annexe 3 : Délibération de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n° 21/12/471 du 16 décembre 2021 approuvant les tarifs des droits de port 2022 pour le port de Toulon

Fait à Toulon, le

en trois exemplaires originaux.

Pour FT Marine

Le Président

Didier DILLARD

Pour la Métropole TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE

Le Président

Hubert FALCO

Annexe 1 au Protocole TPM – FT Marine : Modalités de calcul du tarif de stationnement minoré

Budget Primitif 2020 de l'Autorité Portuaire pour le port de Toulon :

TYPE DE DEPENSE	MONTANT	POURCENTAGE
FINANCE / FISCALITE	2.119.647 €	34,72 %
FLUIDES/SERVICES POUR REVENTE	253.000 €	4,14 %
DEPENSES TECHNIQUES	1.391.551 €	22,79 %
EQUIPEMENTS AP	25.410 €	0,42 %
COMMUNICATION / MARKETING	97.000 €	1,59 %
SÛRETE	691.000 €	11,32 %
FRAIS POUR EXPLOITATION	423.000 €	6,93 %
PERSONNEL AP	1.140.392 €	18,09 %
TOTAL	6.105.000 €	100,00 %

Les services surlignés sont considérés comme ceux dont bénéficient les navires en stationnement sur le plan d'eau public civil dans le port de Toulon mais dont l'amarrage est assuré sur les infrastructures privatisées dans le domaine privé, soit :

EQUIPEMENTS AP	0,42 %
SÛRETE	11,32 %
FRAIS POUR EXPLOITATION	6,93 %
PERSONNEL AP	18,09 %
POURCENTAGE TOTAL	36,76 %

Ces services représentant 36% du budget total, une décote de 64% sur le tarif de stationnement pourrait être proposée dans un tarif spécifique à ce cas.

Escales ORANGE MARINE 2019 - 2021

N° Escale	Date Entrée	Nom du Navire	LOA	BEA	TDE	TDE THEO.	VOL TAX.	Armateur	Date Sortie	Quai	Nb jours stationnement	REDEVANCE STATIONNEMENT
1 572	01/01/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	10/01/2019	Darse câbliers	10	3 643,00 €
40	11/01/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	25/03/2019	Darse câbliers	74	24 503,00 €
310	27/03/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	02/05/2019	Darse câbliers	37	13 044,00 €
574	17/05/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	03/06/2019	Darse câbliers	18	6 558,00 €
777	19/06/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	26/07/2019	Darse câbliers	40	13 973,00 €
1 287	28/08/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	06/09/2019	Darse câbliers	10	3 643,00 €
1 443	22/09/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	13/12/2019	Darse câbliers	83	27 290,00 €
1 792	18/12/2019	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	31/12/2019	Darse câbliers	14	5 101,00 €
20200264	31/03/2020	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	05/04/2020	Darse câbliers	6	2 218,00 €
20200295	27/04/2020	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	06/05/2020	Darse câbliers	10	3 697,00 €
20200347	22/05/2020	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	16/10/2020	Darse câbliers	148	45 941,00 €
20201109	24/10/2020	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	06/01/2021	Darse câbliers	75	25 180,00 €
20210056	21/01/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	28/01/2021	Darse câbliers	8	2 992,00 €
20210080	28/01/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	07/02/2021	Darse câbliers	5	1 870,00 €
20210098	07/02/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	16/02/2021	Darse câbliers	10	3 740,00 €
20210252	27/03/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	07/04/2021	Darse câbliers	12	4 488,00 €
20210312	14/04/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	20/04/2021	Darse câbliers	7	2 618,00 €
20210364	28/04/2021	PIERRE DE FERMAT	100,10	21,50	6,00	6,50	12912,9	ORANGE MARINE	02/05/2021	Darse câbliers	5	1 736,00 €
20210373	30/04/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	29/05/2021	Darse câbliers	30	11 165,00 €
20210556	12/06/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	05/07/2021	Darse câbliers	24	8 977,00 €
20210712	08/07/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	31/08/2021	Darse câbliers	55	19 114,00 €
20211198	15/09/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	17/09/2021	Darse câbliers	3	1 122,00 €
20211310	05/10/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	17/10/2021	Darse câbliers	13	4 862,00 €
20211394	22/10/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	24/10/2021	Darse câbliers	3	1 122,00 €
20211424	28/10/2021	RAYMOND CROZE	107,82	17,80	6,26	6,30	12014,2	ORANGE MARINE	31/12/2021	Darse câbliers	65	22 294,00 €
											765	260 891,00 €

Montant total des redevances de stationnement impayées : 260 891,00 €
Décôte 64% : 166 970,24 €

Montant dû suivant protocole : 93 920,76 €